

20 juin 218, 19h
Salle Victor Hugo,
Assemblée nationale



FORUM CITOYEN

*dans le cadre du Think Tank « Démocratie Vivante »
organisé par Daniel Landier et Fabienne Péraldi Leneuf.*

L'Europe de demain : forteresse ou société ouverte ? Autour de Jean Louis Bourlanges et Pierre Vimont

Prise de notes et retranscription: Rachel Bernardi et Romane Sieuzac, étudiantes en droit européen à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

19H30. Le président de Démocratie Vivante prend la parole suivi des organisateurs pour une présentation rapide du contexte de la séance. Le journaliste, animateur présente ensuite les deux personnalités invitées, M. Pierre Vimont et M. J. L. Bourlanges.

M. Dominique Villemot, président de Démocratie Vivante remercie les participants et présente le thinktank créé en juin 2017 dans l'objectif d'analyser les réformes du gouvernement et de faire des propositions. Il précise que l'Europe est l'un des principaux sujet de réflexion de l'association. En ce moment, l'Union vit des moments difficiles, traversée par les tensions que l'on connaît relatives à des sujets de société, comme l'accueil des migrants désireux d'atteindre l'Europe. Mais, l'annonce, lors du Conseil des ministres franco allemand de juin, par le Président français Emmanuel Macron et la Chancelière allemande Angela Merkel du principe d'un budget européen, permet selon lui aux observateurs d'exprimer de l'optimisme sur l'avenir de l'Union, en particulier car la mise en mouvement de l'Allemagne est fondamentale.

Mme Peraldi Leneuf (co-organisatrice) prend la parole pour remercier les participants à cette consultation et explique le fonctionnement de celle-ci. Les consultations citoyennes sont une innovation en terme de démocratie participative proposée par la France, à laquelle 26 États membres ont exprimé leur accord. Ces consultations visent à remettre aux citoyens le droit de questionner l'Union européenne et de proposer leurs idées au cours de débats non seulement en France mais aussi partout en Europe. Les consultations reposent sur une charte éthique : pluralisme, interactivité, respect et transparence. Le débat d'aujourd'hui vise à questionner à la fois l'articulation entre le concept de sécurité et de défense européenne et la promotion des valeurs européennes.

Fabrice Pozzoli-Montenay, vice-président de l'AJE (association des journaliste européens) France, présente les intervenants dont le rôle sera de guider le débat. Jean-Louis Bourlanges est député des Hauts-de-Seine, ancien député européen et membre fondateur de l'UDI. Pierre Vimont est l'un des grands fonctionnaires français ayant fait toute sa carrière dans les institutions et les représentations françaises à l'étranger. Il exerce aujourd'hui à la fondation Carnegie Europe et est le

médiateur du ministère des Affaires Etrangères. Il a été l'accompagnateur de Donald Tusk au sommet à la Valette sur les migrations. Ils tenteront de répondre aux questions relatives aux deux thèmes programmés: l'élargissement de l'Europe et les migrations.

Thème n°1 : Elargissement de l'UE

L'élargissement a été l'un des grands chantiers européens des années 2000. Y a t il encore aujourd'hui un désir et des possibilité d'élargissement de l'Union européenne ?

Pierre Vimont considère que ce sujet est plus que jamais d'actualité. Le prochain Conseil européen doit en effet se poser la question de l'ouverture de la procédure d'élargissement à l'Albanie et à la Macédoine du Nord. Aujourd'hui, les citoyens sont assez peu au courant des procédures d'élargissement en cours, avec la Serbie et le Monténégro notamment. Ceci est un énorme problème politique : l'Europe avance de façon masquée sans informer les citoyens de ces tractations pourtant d'une grande importance.

L'Union a sans doute peur de la controverse et du blocage, car la majorité n'est pas réellement en faveur de l'élargissement. Celui-ci pose beaucoup de questions: notamment, accroître le nombre d'États membres est-elle une bonne idée ? Il apparaît aujourd'hui qu'il est déjà difficile d'avancer à 28. Mais des promesses ont été faites, dès les années 2000, notamment dans les Balkans.

Les États candidats ont compris la réticence des États membres à les accueillir. Selon Pierre Vimont, ils n'y croient plus beaucoup. Lorsqu'en 2014, l'Union a signé un accord d'association avec l'Ukraine, celui-ci a inclus une mention selon laquelle l'Ukraine est « *dans la ligne de la culture européenne* ». Cependant, quand M. Porochenko a dit à cette occasion que l'Ukraine a vocation à intégrer l'Union, ce fut le silence : la diplomatie européenne est aujourd'hui basée sur des faux semblants.

Pierre Vimont expose alors la cause principale du problème que pose aujourd'hui l'élargissement : le projet européen a été fait pour une petite partie de l'Europe, sa partie occidentale. C'est un projet d'inspiration américaine, dans un contexte de guerre froide. c'est pourquoi, on ne sait pas très bien où doit s'arrêter l'élargissement, ni où se situe la frontière de l'Europe telle qu'entendue par les Traités. ceci d'autant plus, que les candidats ne sont pas forcément d'accord avec la vision d'une intégration plus ambitieuse, basée sur des valeurs, et pas seulement sur l'existence d'un marché commun. Il est nécessaire d'apporter une clarification à cette situation, mais les clarifications sont porteuses de divisions, et l'Union est déjà actuellement grevée par un bon nombre de ces dernières. Cette question est donc repoussée dans l'espoir de tenir bon sans avoir à se poser les questions de fond.

Jean-Louis Bourlanges rappelle que selon Michel Montener « *il faut porter au sein du désordre empirique la rigueur inaltérable du concept* », et que selon Louis Althusser « *une bonne théorie est la meilleure des pratiques.* »

Selon lui, ces citations sont adaptées à la situation : aujourd'hui au sein de l'Union, nous repoussons

fébrilement les murs de la maison, sans prendre le temps de décider qui est supposé y habiter, et pourquoi. Cette capacité de l'Union à repousser le traitement des problèmes fondamentaux est une des plaies essentielles de la construction européenne.

Or, on ne peut pas se dispenser en matière d'élargissement de réfléchir aux États qui ont vocation à être membres et à ceux qui ont vocation à entretenir d'autres formes de coopération avec l'Union. Cette idée de « limite » à l'adhésion à l'Union n'est pas évidente. Jean Monnet ne pensait pas qu'il devait y avoir un « dedans » et un « dehors » : dans sa culture onusienne, l'Union était conçue comme une machine à faire la paix partout. Schuman, à l'inverse, franco-allemand de culture romaine, avait une conception de l'Europe très enracinée, et donc limitée à certains États.

Entre ces deux vecteurs de l'UE, l'on a cherché à surmonter une altérité pour apaiser les tensions et créer de la coopération, ce qui a pu s'apparenter comme recréer une civilisation carolingienne. Il faut, pour comprendre l'Union aujourd'hui, revenir à cette histoire. L'Union était en effet auparavant une réunion idéologique entre États décidés à se doter d'une coopération, un mode de réconciliation de l'Europe par des valeurs universelles, mais enfermée dans un périmètre bien déterminé.

Après l'intégration à ce projet d'États d'Europe centrale, on se demande où l'UE va s'arrêter. A Copenhague des critères sont étudiés, qui sont bons, mais l'interprétation qui en est faite depuis lors est trop laxiste, comme l'illustre le sommet d'Helsinki où a été envisagée l'intégration de la Turquie.

Quels doivent être les critères d'adhésion à l'Union ? Le respect de la démocratie, notamment à travers la séparation des pouvoirs qui est un trait distinctif de l'histoire de l'Europe, est le socle, sur lequel on ne peut transiger, car les Traités le prévoient.

Le second critère est l'organisation intégrée (ce qui a causé des dissensions avec le RU). Il faut, pour adhérer, accepter l'objectif européen d'une organisation fédérale (mais pas d'un État fédéral européen bien entendu). On ne peut pas se cantonner au respect de l'acquis communautaire, il faut que l'État qui adhère souhaite aller plus loin.

Jean Louis Boulanges rejoint enfin Pierre Vimont : pour traiter la question de l'élargissement, il faut se demander ce que nous souhaitons faire ensemble au sein de l'Union. Sans répondre à cette question, quand bien même cela serait il source de conflit, il est impossible d'avancer sur la question de l'élargissement.

Question de la salle: Quels sont les Etats en faveur de l'élargissement ? Qui a notamment lancé l'initiative en faveur de l'adhésion de l'Albanie ?

Pierre Vimont: Les Etats membres les mieux disposés envers l'élargissement sont tous ceux qui sont pour une Europe « molle », qui serait seulement un grand marché économique libéralisé. Ceux qui ont plus d'ambition politique pour l'Union sont plus réticents. Il faut également noter la dimension géopolitique des élargissements. L'Union utilise son influence pour stabiliser les régions alentours, en faisant miroiter la possibilité de l'adhésion, elle tente de peser sur les décisions des

autres États et de les orienter vers la stabilité, c'est ce qui se passe dans le cas de la Turquie, dont la possible candidature est mentionnée depuis 1963.

Question de la salle : Il y a peu de chances que l'Union puisse réellement envisager un élargissement, on peut douter que les États dits de Visegrad, ou du Sud plaident pour un élargissement.

Pierre Vimont : Si, les États de Visegrad sont pour l'élargissement. Les membres fondateurs sont contre, ils ont une certaine idée de ce que doit être l'Union, ce qui les rend plus exigeants.

Question de la salle (l'intervenante hausse le ton, en colère, et mécontente du discours des invités): Mais l'heure est grave ! Il faut être beaucoup plus inquiets pour l'Union que ce que nous sommes. Comment peut-on encore penser à l'élargissement, après celui raté de 2004, qui explique le fiasco du Traité constitutionnel en 2005. Le principal problème de l'Union est que certains États membres sont en dehors de l'Union. On a des adversaires à l'intérieur, qui ne partagent ni les valeurs ni la conception de l'Europe.

Jean-Louis Bourlanges : Le problème a surtout été celui de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, car l'Union ne peut pas fonctionner avec des États membres qui ne sont pas entièrement démocratiques. Il faut prendre à bras le corps le problème de l'élargissement, qui déjà à l'époque n'avait pas suscité le consensus: à l'inverse de la France, l'Allemagne n'était pas décidée à aller plus loin.

Question de la salle (la même intervenante critique): Quelle fut la position officielle de M. Macron au sommet de Sofia ? Il était sur la réserve, mais sans freiner les idées de la Commission qui visent à encourager les États en attente d'adhésion! Il faut ajouter qu'il est nécessaire, avant n'importe quel type d'élargissement, de mettre de l'ordre dans l'Union telle qu'elle est composée actuellement.

Question de la salle (autre participant) : Quels sont les obstacles à la formation d'une Europe à cercles concentriques (c'est à dire à la coopération renforcée) ?

Jean-Louis Bourlanges: Nous avons un système européen qui repose sur des institutions intégratives, lesquelles sont vigilantes sur le maintien de l'Europe entière. On ne veut pas d'une Europe à géométrie variable car celle-ci risque de poser un problème démocratique. Les décisions de cette « coopération renforcée » ne seraient pas soumises aux mêmes contrôles et garanties que les décisions européennes. De plus, aujourd'hui, qui est vraiment décidé à aller très loin et serait volontaire pour faire partie d'un tel mouvement ?

Question de la salle : Il y a un NON-DIT dans ce qui a été dit. On oublie le rejet par les français en 2005 de la constitution européenne. Le problème majeur de la construction européenne aujourd'hui est que l'Union est à l'origine une construction de nations qui étaient en conflit et qui voulaient « renforcer leur propre existence ». Aujourd'hui, la construction européenne est continuée autour de questions uniquement juridiques et économiques, et le peuple estime qu'il ne s'y retrouve plus. Cette construction n'est pas aboutie, elle restée au niveau de nations qui coopèrent, elle ne s'adresse

pas aux peuples qui ne comprennent plus sa raison d'être. L'Europe est-elle encore un horizon optimiste ?

Jean-Louis Bourlanges: Il convient de souligner les raisons d'être optimiste pour l'Union : ce qui nous tient, c'est la réapparition des menaces, l'Europe est en crise après avoir été en panne, et cela va générer du dynamisme pour régler les problèmes. L'Euro tient le coup, il y a une dynamique européenne que l'on va retrouver.

Fabrice Pozzoli-Montenay, compte tenu déjà du temps écoulé, relève que nombre des sujets prévus pour la consultation ont été abordé à travers le prisme de ce premier thème, et propose de passer au second thème.

Thème 2 : Les migrations

Question de la salle : Sur un sujet comme celui de l'immigration, l'Union devrait penser à moyen et long terme, et notamment en intégrant des données démographiques. Le sentiment du citoyen européen aujourd'hui est que l'UE n'est que réactive et pas proactive. Elle doit prendre des décisions politiques cohérentes, construite pour durer. Qu'en pensez-vous?

Pierre Vimont : Comment prendre ce sujet de façon un peu dépassionnée ? Soulignons à quel point les politiques utilisent l'immigration pour faire des « coups médiatiques ». Il faut donc s'intéresser au fond du problème. L'immigration est une chaîne composée de multiples éléments, et il est nécessaire de travailler avec l'ensemble des maillons de cette chaîne, y compris les pays d'origine. Pour ces derniers, l'immigration est en effet une importante source de revenus. La démographie est également une question importante à prendre en compte, car nous avons de ce point de vue besoin de l'immigration économique, puisque l'Union est composée d'États à la population vieillissante pour la plupart.

Il faut se poser une question fondamentale en matière d'immigration : que voulons-nous comme politique d'immigration, d'accueil, de contrôle des frontières? Posons des volontés claires pour construire une politique cohérente et qui ne réagisse pas seulement aux « crises » successives. Quoique l'on en pense, il est nécessaire tout de même d'écouter les avis divergents et les craintes au sein de l'Union, tout comme le groupe de Visegrad, qui exprime des positions de la société différentes des nôtres.

Jean-Louis Bourlanges : Il ne faut pas mettre en cause l'Union européenne, elle n'est aujourd'hui que la somme des divergences et des impuissances nationales. Il convient de s'interroger : souffrons nous d'une insuffisance d'Europe ou d'un excès d'Europe ?

La crise n'est pas causée par l'Union européenne mais celle-ci subit la crise qui révèle de l'égoïsme de la part des États membres et un reniement de la solidarité sur laquelle est basée l'Union. L'Union, à l'origine, n'est pas faite pour surmonter des divergences réelles mais favoriser des convergences latentes. Or, nous sommes ici sur un terrain de divergences réelles.

Il existe trois lignes en matière de migration : certains souhaitent fermer les frontières, ce qui est inacceptable, certains souhaitent honorer les engagements internationaux en matière de droit d'asile et aller plus loin en accueillant les migrants économiques, et certains souhaitent honorer les engagements internationaux en matière d'asile, mais en mettant en place un contrôle important sur les migrations. C'est entre ces lignes qu'il faut faire un choix politique.

Jean-Louis Boulanges relève que la Commission européenne est totalement absente sur la question de la démographie, et considère qu'il faut s'en préoccuper. Il convient de travailler à une doctrine commune en matière d'immigration, quitte à la limiter à quelques pays.

Question de la salle: A Varsovie, les citoyens ne comprennent plus la nature de l'Union et considèrent qu'elle impose des règles de façon antidémocratiques. Les polonais accueillent de nombreux ukrainiens mais sont accusés de ne pas être solidaires car ils refusent d'accepter de relocaliser les migrants arrivés en Italie. Où situer le point milieu, où doit se positionner l'Union ?

Jean-Louis Boulanges : Il y a un problème de lucidité politique de certains citoyens européens sur l'action de l'Union et la façon dont elle s'impose aux États membres, en particulier des polonais qui ont quand même bénéficié de fonds considérables pour leur relèvement économique. Mais le contexte général n'est pas porteur, le Brexit, contrairement aux prévisions, a à mon avis aggravé la défiance à l'égard de l'Union, certains se sentant piégés lorsqu'ils voient les difficultés auxquelles se heurte aujourd'hui le Royaume-Uni.

Question de la salle: Les États membres et l'Union européenne font preuve d'un grand manque de courage politique. Avec un système organisé permettant de proposer un accueil digne aux personnes qui souhaitent entrer en Europe, les peurs liées à la migration, que certains politiques nourrissent, diminueraient de beaucoup, et les citoyens pourraient comprendre les bénéfices de la migration pour la société.

Pierre Vimont : Les compromis dont font l'objet les politiques européennes aujourd'hui ne sont pas à la hauteur des défis qui se posent à nous, nous risquons par ces divisions et cette paralysie dans la gestion de tels phénomènes, d'apparaître affaiblis et de ne plus être considérés de la même façon par les grandes puissances actuelles (les États Unis, la Chine). Il y a donc un grand travail pédagogique à faire au niveau européen, pour éduquer les citoyens comme les gouvernements et écarter les peurs ou les conceptions infondées.

21H30 La consultation touche à sa fin. Fabrice Pozzoli-Montenay souligne en conclusion et avec satisfaction la grande diversité des sujets abordés à travers les deux thèmes proposés et regrette, en raison de contraintes de temps, que d'autres thèmes n'aient pu être abordés. Des remerciements sont dirigés aux intervenants ainsi qu'à l'ensemble des participants.

Conclusion générale et propositions

Il convient de tirer deux enseignements des interventions des citoyens participants:

A propos de l'élargissement de l'Union: l'Union européenne doit élaborer des critères clairs à propos de l'adhésion de nouveaux Etats membres et communiquer sur cette question beaucoup plus largement.

A propos des migrations: L'immigration doit être aujourd'hui une véritable politique européenne, ce qu'elle n'est pas. Cela implique plus d'Europe et que les Etats acceptent de discuter de ces questions ensemble, plutôt que de les traiter individuellement.